

AG des actionnaires 2015 :

Derrière le combat de coqs Ghosn / Macron, la casse sociale se poursuit

Cette année, l'assemblée générale des actionnaires de Renault fait les choux gras de la presse économique et généraliste. Parce que les rémunérations de Ghosn qui y seront votées atteignent des sommets ? Non. Parce que 100 000 actions gratuites (d'un montant estimé de 4,1 millions d'euros) vont lui être octroyées à cette occasion ? Non plus. Parce que le montant des dividendes, en augmentation de 10%, atteindra 560 millions d'euros cette année alors que les AGS sont de 0% ? Toujours pas. Parce que les orientations de casse de l'emploi et de nos salaires y seront confirmées ? Encore raté.

Non, ce qui préoccupe les médias, c'est le combat que se livreraient Ghosn et Macron pour l'application d'une disposition de la loi « Florange », qui conduirait à doubler le droit de vote des actionnaires gardant leurs actions pendant plus de 2 ans.

Votes comptent double : rappel des faits

La loi « Florange » prévoit que les actionnaires gardant plus de 2 ans leurs actions voient leurs droits de vote aux assemblées générales doubler. Le but serait de favoriser les actionnaires « fidèles » face aux actionnaires spéculateurs.

Mais les actionnaires peuvent décider de ne pas appliquer cette disposition ! Il leur suffit de voter à la majorité des 2/3 une résolution à l'assemblée des actionnaires qui inscrit le principe « une action, une voix » dans les statuts... Ce que le conseil d'administration de Renault s'est empressé de proposer pour l'AG de 2015 qui a lieu ce jeudi.

Le gouvernement a alors réagi et E. Macron a annoncé que l'Etat allait augmenter provisoirement sa participation dans Renault pour atteindre (avec d'autres actionnaires favorables aux votes doubles) la minorité de blocage de la résolution. Le but du passage de la participation de l'Etat de 15% à 20% (coût : entre 800 millions et 1,2 milliard d'euros) est simplement de faire appliquer cette disposition de la loi « Florange » chez Renault !

Carlos Ghosn et les dirigeants de Renault n'ont visiblement pas apprécié cette démarche et des conseils d'administration de Renault et Nissan ont eu lieu ces dernières semaines pour préparer une contre-attaque. Leur moyen de pression : menacer de faire activer les droits de vote de Nissan (qui, avec 15% du capital de Renault, n'a pour l'instant pas de droit de vote à l'AG des actionnaires).

A la veille de l'AG des actionnaires, il semble que cela ne sera finalement pas le cas. La seule communication de Renault sur cette « affaire » est un obscur communiqué interne intitulé « *le conseil d'administration de Renault demande à C. Ghosn de veiller à la pérennité et à l'équilibre de l'Alliance* » ! Suite, donc, au prochain épisode...

Sur la casse sociale, le gouvernement n'a visiblement rien à redire !

L'application chez Renault du vote double pour les actionnaires « fidèles » fait couler beaucoup d'encre. Elle serait même à l'origine de tensions entre Carlos Ghosn, PDG de Renault-Nissan, et Emmanuel Macron, le ministre de l'économie.

Quelle est la réalité de ces tensions, on ne le saura vraisemblablement jamais. Elles surviennent en tout cas sur un sujet bien annexe par rapport à ce que nous vivons tous les jours en tant que salariés.

En effet, pourquoi l'Etat et le gouvernement n'ont-ils jamais levé le petit doigt quand il a été question de supprimer 7500 postes chez Renault, quand nos salaires sont gelés depuis des années alors que le salaire des dirigeants atteint des sommets ?

L'ETAT DEMANDE A GHOSN
D'ACCEPTER LES VOTES DOUBLES



D'ailleurs, même au plus fort des tensions, quand il a été demandé à E. Macron s'il avait « un problème avec C. Ghosn », il a répondu : « Pas du tout, C. Ghosn a la pleine confiance du

gouvernement. Sa stratégie, nous la soutenons, nous sommes à ses côtés. » Preuve s'il y en avait besoin que le gouvernement n'a rien à redire de la casse sociale que Ghosn et les dirigeants de Renault appliquent en France et dans d'autres pays.

Ce n'est décidément vers personne d'autres que vers eux-mêmes, que les salariés doivent se tourner pour combattre ces politiques de régression. Il n'y a que notre mobilisation collective qui pourra changer la donne, il n'y a rien à attendre d'un Etat qui a cautionné les politiques de Ghosn depuis 10 ans et qui réfléchit comme un actionnaire quelconque.

L'Etat : un actionnaire comme un autre ?

Certains analystes économiques ont même souligné que le vote double pour les actionnaires de plus de 2 ans était en fait une très bonne « affaire » pour l'Etat. En effet, il semble que l'Etat ne se prépare pas à « doubler » son « pouvoir » dans les entreprises où elle détient des parts. Bien au contraire, la disposition serait un moyen de revendre des actions (et donc de récupérer des liquidités) tout en maintenant, avec les votes doubles, le même « pouvoir » dans les AG des actionnaires.

Un « pouvoir » dont on voit bien les limites dans le cadre du système actuel. Car au-delà des AG d'actionnaires qui valident ou pas, une fois par an, les résolutions proposées par le conseil d'administration, le véritable pouvoir se situe quotidiennement à la Bourse. C'est là que chaque décision des dirigeants d'entreprise est validée ou pas, chaque jour, voire chaque heure, par le cours de l'action. Un cours de l'action qui ne semble pas affecté, chez Renault, par la montée de l'Etat dans son capital. Depuis le 7 avril et l'annonce de cette montée dans le capital, le cours de l'action a même encore progressé de 12%, preuve que la décision

Pour dénoncer les rémunérations exorbitantes de Ghosn et des dirigeants de Renault, pour dénoncer les 560 millions d'euros de dividendes que les actionnaires vont se partager cette année, pour revendiquer des embauches et des Augmentations Générales de Salaire,

la CGT-Renault organise un rassemblement devant l'AG des actionnaires (Carrousel du Louvre), demain jeudi 30 avril à partir de 13h30. La CGT-Lardy a décidé de s'y joindre en y envoyant une délégation d'élus et de sympathisants.

Appel à manifester le 1^{er} Mai

La CGT, FSU, SOLIDAIRES, UNSA, UNEF, JOC... vous appellent à participer massivement aux défilés prévus le 1^{er} mai.

Face à la politique antisociale du gouvernement et du patronat, pour l'augmentation générale des salaires, pour la défense de l'emploi, le retrait de la loi Macron...

Un 1er mai offensif et revendicatif !

Manifestation à PARIS : 15H (de République à Nation)

de l'Etat n'est pas de nature à effrayer les spéculateurs !

Mettre en avant nos revendications

Face à ces jeux capitalistiques dont nous n'avons rien à attendre pour améliorer nos conditions de vie et de travail, il faut que nous mettions en avant nos revendications.



Car les conséquences des politiques menées par Renault depuis plusieurs années sont catastrophiques pour nous : des milliers de départs, une désorganisation galopante dans l'entreprise, des prestataires toujours plus nombreux, toujours plus précaires et mal payés, nos salaires qui restent bloqués depuis des années, voilà ce que nous vivons au quotidien.

Dans le même temps, les bénéfices et la rémunération des dirigeants explosent. Renault vient d'annoncer un chiffre d'affaires en hausse de 17% sur le 1^{er} trimestre 2015 après une très bonne année 2014 au moment même où nos chefs expliquaient à bon nombre d'entre nous qu'en raison d'une enveloppe d'AI trop faible, ils ne pouvaient pas nous augmenter !